Jusqu'en 1956, à l'exception de l'opération des Nations Unies en Corée⁵, qui n'a pas été financée par les Nations Unies, les États membres de l'ONU s'acquittaient presque tous régulièrement de leur quote-part des frais de maintien de la paix, relativement modestes à l'époque. Mais depuis la création de la FUNU en 1956, suivie en 1960 de l'ONUC, ces frais se sont considérablement accrus (de 1957 à 1967, la FUNU a coûté environ 217 millions de dollars (É.-U.) et l'ONUC, depuis sa création jusqu'à 1964, 392.8 millions (É.U.)). De 1957 à 1961, l'Assemblée générale, sous l'impulsion des États-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada et d'un certain nombre d'autres pays a soutenu le principe des responsabilités collectives et a adopté des résolutions selon lesquelles les frais entraînés par la FUNU et l'ONUC seraient répartis entre tous les membres au prorata de leur cotisation au budget régulier, les pays en voie de développement bénéficiant de réductions. Or, l'URSS estimant que les opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects, y compris l'aspect financier, étaient la prérogative du Conseil de sécurité et non pas de l'Assemblée générale, a refusé de payer sa quote-part. D'ailleurs, elle ne jugeait pas satisfaisante la manière dont le Secrétaire général s'efforçait de résoudre les crises. De son côté, la France a décidé de s'acquitter de ses obligations financières à l'égard de la FUNU mais non de l'ONUC. Certains autres pays ont aussi refusé de participer aux frais de l'une ou l'autre des opérations.

De ce fait, les Nations Unies se sont trouvées en 1961, dans une situation financière précaire. Dans une résolution coparrainée par le Canada, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à émettre pour 200 millions de dollars (É.-U.) d'obligations des Nations Unies de façon à constituer un certain fonds de roulement. En 1964-1965, l'URSS et la France étaient exposées à perdre leur droit de suffrage à l'Assemblée générale (aux termes de l'Article 19) mais on aurait ainsi gravement compromis l'avenir des Nations Unies. En 1965, l'Assemblée générale a créé un Comité spécial des opérations de maintien de la paix chargé d'entreprendre un examen global de la question des opérations de maintien de la paix et notamment des moyens de surmonter les difficultés financières de l'ONU. Bien que les travaux du Comité, dont le Canada fait partie, aient progressé, les membres n'ont pas encore réussi à s'entendre sur l'élaboration de lignes de conduite touchant le financement des opérations futures de maintien de la paix. Le 1^{er} septembre 1965, l'Assemblée générale accepta donc l'opinion majoritaire du Comité spécial, à savoir que les pays ne perdent pas leur droit de suffrage à cause des problèmes financiers de la FUNU et de l'ONUC et que les difficultés financières de l'Organisation soient résolues au moyen de contributions volontaires de la part des États membres. Même avant cette décision, le Canada avait annoncé qu'il donnerait quatre millions de dollars (É.-U.) à titre de contribution volontaire sans conditions à un fonds spécial destiné à rétablir la solvabilité des Nations Unies. Jusqu'ici, 24 pays ont versé ou se sont engagés à verser 22.6 millions de dollars (É.-U.) au Compte spécial des Nations Unies dont le solde, par suite des revenus tirés des investissements et d'autres sources, est présentement d'un peu plus de 25 millions de dollars (É.U.).

Ces apports sont insuffisants car on estimait au début de 1971 qu'il faudrait des apports volontaires supplémentaires d'au moins 52.3 millions de

⁵ Voir la résolution n° 377A (V) de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée "l'Union pour le maintien de la paix".